

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 20/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV LORRAINE

ZI Sainte Agathe
Boucle des Dinandiers
57290 Fameck

Références : FAMECK_SUEZ RV LORRAINE_26-04-14_RAPVI- Eaux pluviales_DN_02734
Code AIOT : 0006206637

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement SUEZ RV LORRAINE implanté ZI Sainte Agathe 57 Boucle des Dinandiers 57290 Fameck. L'inspection a été annoncée le 06/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action collective 2.2.2 "gestion des eaux pluviales".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV LORRAINE
- ZI Sainte Agathe 57 Boucle des Dinandiers 57290 Fameck

- Code AIOT : 0006206637
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site exploité par la société Suez RV Lorraine est notamment encadré par :

- l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2024-81 du 18 avril 2024 modifié portant autorisation environnementale relative à l'exploitation par la société SUEZ RV LORRAINE d'un site de tri, transit, regroupement et traitement de déchets sur le territoire de la commune de Fameck ;
- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Entretien des ouvrages	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 18/04/2024, article 3.4 partiel	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Mesures périodiques	Arrêté Préfectoral du 18/04/2024, article 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plans des réseaux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14 partiel	Sans objet
2	Dispositif de traitement adéquat	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14 partiel	Sans objet
5	Points de rejet	Arrêté Préfectoral du 18/04/2024, article 3.2.1 partiel	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats, l'inspection demande à l'exploitant de :

- justifier, dans un délai de 15 jours suivant la date du présent rapport, du remplacement des ouvrages de traitement des eaux pluviales de la zone Nord (point de contrôle "PDC" n°3 : entretien des ouvrages)
- faire procéder à une mise en cohérence de la dénomination des points de rejet figurant sur les prochains rapports d'analyses avec les dénominations figurant dans l'arrêté préfectoral susvisé. Les justificatifs de cette mise en cohérence devront être tenu à la disposition de l'inspection (PDC n°4 : Valeurs limite d'émission (VLE)) ;
- justifier, par transmission sous GIDAF, du résultat des analyses effectuées sur la base de la commande présentée dans les 15 jours suivants l'édition du rapport d'analyses (PDC n°4 : VLE) ;
- faire procéder à une analyse simultanée des 3 points de rejet en 2026 et justifier des analyses effectuées, par transmission sous GIDAF, dans les 15 jours suivant la date d'édition du rapport d'analyses (PDC n°4 : VLE et PDC n°6 : Mesure périodiques).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plans des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14 partiel
Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : [...] Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées [...]
Constats : L'unité de déconditionnement des biodéchets récemment mise en service (15/01/2026) dispose d'une gestion des eaux distincte du reste du site. L'exploitant a présenté le plan des réseaux : - de la zone Est et zone Ouest - version du 30/01/2022 - de la zone Nord (emprise de l'activité de déconditionnement) - version plan projet du 05/05/2025 Le plan de recollement des réseaux de la zone Nord n'est pas encore finalisée à la date de l'inspection (dans l'attente de l'établissement du dossier des ouvrages exécutés). L'exploitant s'est engagé à transmettre un plan consolidé des réseaux des trois zones dès son édition.

L'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositif de traitement adéquat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14 partiel

Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles des eaux pluviales.

Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduelles et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. [...]

Constats :

Eaux pluviales :

Le site est imperméabilisé et équipé d'un système de collecte des eaux pluviales (pentes, caniveaux, rigoles et réseaux enterrés), organisé en trois bassins versants : zones Nord, Est et Ouest.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont rejetées vers le réseau public séparatif via trois points de rejet distincts, chacun équipé en amont d'un séparateur à hydrocarbures avec vanne d'isolement.

En zone Nord (déconditionnement des biodéchets), les eaux de toiture et de ruissellement des zones de rétention des cuves (d'hygiénisation, de soupes de biodéchets) sont collectées dans le cadre du process et sont intégrées au procédé. Seules les eaux pluviales non collectées dans le cadre du process sont rejetées après traitement.

Un contrôle par sondage des séparateurs à hydrocarbures et vannes d'isollements des zones Est et Ouest n'a révélé aucun écart.

Pour la zone Nord, l'exploitant indique que la vanne est asservie à la centrale incendie et est également actionnable manuellement ; ce point n'a pas été vérifié lors de la visite terrain.

Eaux de process :

Les eaux de process de l'unité déconditionnement sont intégralement réutilisées en circuit fermé.

Le site n'est à l'origine d'aucun rejet de type industriel.

Eaux sanitaires :

Les eaux usées domestiques du site (des bureaux et des sanitaires) sont dirigées vers le réseau

d'assainissement de la commune de Fameck.
L'inspection a constaté le respect de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Entretien des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu l'extrait du registre mentionnant le contrôle visuel annuel du séparateur d'hydrocarbures et son entretien le 03/10/2025 et le 26/11/2024.</p> <p>Vu la fiche d'intervention n°251000703 d'un prestataire extérieur pour l'intervention n°21868307.1.1 du 03/10/2025 pour le pompage des séparateurs à hydrocarbures de la zone Est et de la zone Ouest.</p> <p>Vu le bordereau de suivi des déchets BSD-20251002-1A1F8OHXB du 03/10/2025 pour le traitement en centre agréé.</p> <p>L'inspection a constaté le respect de la prescription pour les séparateurs à hydrocarbures des zones Est et Ouest.</p> <p>Pour les équipements situés sur la zone Nord, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - a déclaré qu'en raison des travaux relatifs à l'installation de l'unité de déconditionnement, les ouvrages de gestion des eaux pluviales ont fait l'objet d'une réfection totale en fin d'année 2025. Les séparateurs à hydrocarbures nouvellement installés n'ont donc pas fait l'objet d'un entretien annuel en 2025. - s'est engagé à produire un justificatif du remplacement de ces équipements.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au regard des constats, l'inspection demande à l'exploitant de justifier, dans un délai de 15 jours suivant la date du présent rapport, du remplacement des ouvrages de traitement des eaux pluviales de la zone Nord.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 4 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2024, article 3.4 partiel

Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Les effluents (hors eaux sanitaires) doivent respecter les caractéristiques suivantes :

- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C

[...]

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

[...]

Points de rejet référencés n°2, 3 et 4 : [tableau non-reproduit]

avec une concentration maximale pour les 3 points de rejets cumulés (mg/l)

Hydrocarbures totaux 10 mg/l

MEST 35 mg/l

DBO₅ 50 mg/L

DCO 125 mg/l

Phosphore total 2 mg/l

Azote total 25 mg/l

AOX 1 mg/l

Indice phénol 0,3 mg/l

Indice cyanures totaux 0,1 mg/l

COT 45 mg/l

As 0,05 mg/l

Cd 0,025 mg/l

Cr total et ses composés 0,1 mg/l

Chrome hexavalent (CR VI) 0,05 mg/l

Cuivre et composés 0,1 mg/l

Etain 2 mg/l

Fer, aluminium et composés 5 mg/l

Fluor et composés (en F) 15 mg/l

Nickel et composés 0,1 mg/l

Manganèse et composés 1 mg/l

Mercure et ses composés 0,005 mg/l

Plomb et composés 0,1 mg/l

Zinc et composés 0,8 mg/l

Constats :

Vu les rapports d'analyses du 19/12/2025 du laboratoire agréé concernant les prélèvements réalisés le 08/12/2025 sur les points de rejet EP1 TRI DIB REJET 1 et EP2 TRI CS REJET 2, l'inspection constate les éléments suivants :

- le laboratoire a conservé les anciennes dénominations des points de prélèvements, antérieurs à l'arrêté préfectoral susvisé ;

- les analyses n'ont pas porté sur le point de rejet n°3
- l'ensemble des paramètres prescrits par l'article susvisé a été analysé au droit des points de rejets n°2 et n°4 hormis le carbone organique total (COT)
- les valeurs limite d'émission (VLE) sont respectées en cumulé pour les 2 points de rejets analysés pour l'ensemble des paramètres prescrits : les prélèvements étant réalisés en instantané, le cumul des résultats des points rejets analysés respecte le double de la VLE de concentration pour des paramètres (résultat de 1.192 mg/l pour 2 mg/l autorisés en Mn) et (résultat de 69.3 mg/l pour 70 mg/l autorisé en MES). A noter que la concentration en matières en suspension (MES) sont dépassées au point rejet n°4 dénommé "EP2 TRI CS REJET 2" (66 mg/l au lieu de 35 mg/l) et pour la concentration en Manganèse (Mn) (1.01 mg/l au lieu de 1 mg/l) au point de rejet n°2 zone Ouest dénommé "EP1 TRI DIB REJET 1".

L'exploitant déclare notamment que la zone collectée par le point de rejet n°3 étant en travaux (usine de déconditionnement en construction), une analyse de ce rejet n'a pas pu être effectuée en 2025.

Post-inspection : l'exploitant a transmis un bon de commande signé le 11/03/2026 portant sur les analyses du point de rejet n°3 (zone Nord) selon le devis N°X7E206260008-01, l'analyse du COT des points des rejets n°2, 3 et 4 et une contre analyse pour les MES du point de rejet n°4.

L'inspection rappelle qu'au moins une fois par an, une analyse simultanée des trois points de rejet doit être réalisée sur tous les paramètres prescrits.

L'inspection constate le non-respect de la prescription contrôlée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard des constats, l'inspection demande à l'exploitant de :

- faire procéder à une mise en cohérence de la dénomination des points de rejet figurant sur les prochains rapports d'analyses avec les dénominations figurant dans l'arrêté préfectoral susvisé. Les justificatifs de cette mise en cohérence devront être tenus à la disposition de l'inspection ;
- justifier, par transmission sous GIDAF, du résultat des analyses effectuées sur la base de la commande susvisée dans les 15 jours suivants l'édition du rapport d'analyses ;
- faire procéder à une analyse simultanée des 3 points de rejet en 2026 et justifier des analyses effectuées, par transmission sous GIDAF, dans les 15 jours suivant la date d'édition du rapport d'analyses.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2024, article 3.2.1 partiel

Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

[...] Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes : [tableau non-reproduit]

Pt N°2 Eaux pluviales de toiture et de voirie de la zone Ouest- exutoire : Réseau public eaux pluviales
 Pt N°3 Eaux pluviales de toiture et de voirie de la zone Nord - exutoire : Réseau public eaux pluviales
 Pt N°4 Eaux pluviales de voirie et de toiture de la zone de la zone Est - exutoire : Réseau séparatif interne puis réseau public eaux pluviales
 Les points n°2, 3 et 4 sont munis de vannes manœuvrables.

Constats :

L'exploitant déclare que le chef d'équipe procède a minima une fois par an à la manœuvre des vannes. Le registre présenté met en évidence que les vannes ont été manœuvrées le 31/10/2025 et le 29/10/2024. L'inspection constate que la fréquence déclarée est respectée.
 Le jour de la visite, l'inspection a contrôlé par sondage la présence de barre de manœuvre à proximité immédiate des vannes de sectionnement des points de rejets n°2 et n°4, le point n°3 n'a pas été contrôlé car étant dans la nouvelle zone dont les travaux n'ont pas été réceptionnés.
 Vu les plans de réseaux susvisés et le contrôle par sondage effectué sur le point de rejet de la zone Est, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2024, article 3.5

Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait procéder à des mesures réglementaires par un organisme agréé pour les paramètres concernés, ou accrédité pour des paramètres ne faisant pas l'objet d'un agrément, suivant les fréquences et pour les paramètres indiqués ci-après.

Point de rejet	Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure
2, 3 et 4	Débits, flux et tous paramètres mentionnés au point 3.4 pour ce point de rejet	ponctuel	Annuelle

Les rapports commentés de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les résultats commentés de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées via l'application GIDAF dans les deux mois suivants ces analyses.

<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection une application interne dédiée au suivi répertoriant les anomalies, dépassements dans l'application interne</p> <p>Vu les données renseignées sur GIDAF pour l'année 2025, l'inspection constate que les analyses ont été réalisées le 08/12/2025 pour les points de rejets n°2 (zone Ouest) et n°4 (zone Est).</p> <p>La périodicité des contrôles est respectée pour les points de rejets 2 et 4.</p> <p>Pour ce qui concerne le point de rejet n°3 (zone Nord), l'exploitant a déclaré que la zone étant en travaux lors du contrôle annuel, il n'a pas été réalisé.</p> <p>L'exploitant a transmis un bon de commande signé le 11/03/2026 auprès d'un laboratoire agréé (cf. point de contrôle n°4) justifiant de la programmation d'un contrôle des rejets du point n°3.</p> <p>L'inspection relève donc une non-conformité pour ce qui concerne la fréquence d'analyse du point rejet n°3 pour l'année 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au regard des constats, l'inspection demande à l'exploitant de justifier, par transmission sous GIDAF, de la réalisation des analyses du point de rejet n°3 dans un délai de 15 jours suivant la date du rapport d'analyses.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>